

DU BRUIT À MATIGNON, MAIS L'INSPIRATION EST EN MARTINIQUE !

C'est le nouvel épisode du feuilleton de l'été : Michel Barnier a annoncé son gouvernement. Mais les bonnes séries durent au moins quelques saisons avant de s'essouffler : celle-ci n'a pas trois mois qu'elle sent un peu le réchauffé. Connaître enfin la composition du gouvernement Barnier n'était vraiment pas la plus grande préoccupation des millions de travailleurs et travailleuses qui ne peuvent pas boucler les fins de mois, se faire soigner, envoyer leurs enfants dans des écoles avec des moyens convenables, ou qui sont menacés de licenciement. En tout cas, il sent l'argent et la naphthaline.

Racisme, sexisme, homophobie... et grande bourgeoisie

Les ministres et autres secrétaires d'État sont pour beaucoup d'anciennes figures de la Manif pour tous, dans laquelle la droite et l'extrême droite s'élevaient contre les droits des couples homosexuels et qui se sont opposés plus récemment à l'inscription du droit à l'avortement dans la Constitution.

Entre ça et la proportion de très haut cadres passés par diverses entreprises du CAC 40, ce gouvernement de vieux réacs, c'est d'abord celui des grands bourgeois, à l'image de la ministre de l'Éducation nationale, la macroniste Anne Genetet, députée des Français de l'étranger, dont un sujet de prédilection est celui... des relations entre les « expatriés » et leur personnel de maison !

Un gouvernement Macron-Barnier-Le Pen

Nous savons à quoi nous en tenir de la part de ce gouvernement qui aura besoin à l'Assemblée des voix des groupes macronistes et du Rassemblement national : Barnier ou Retailleau, nouveau ministre de l'Intérieur, sont alignés sur le programme du RN concernant les politiques anti-immigrés, et tous ces ministres assumeront sans le moindre remord l'austérité budgétaire et le maintien du gel des salaires. Bruno Retailleau est d'ailleurs si bien aligné qu'il vantait il y a peu les « belles heures de la colonisation ». Un profil tout trouvé pour prendre le relais de Darmanin dans l'infâme répression contre les révoltes qui ont lieu en Kanaky-Nouvelle-Calédonie et aujourd'hui en Martinique.

Editorial du lundi 23 septembre 2024

L'intense mobilisation des classes populaires en Martinique

Car depuis le début du mois, des milliers de personnes participent à des manifestations et actions de blocage en Martinique, pour protester contre la vie chère : les produits de consommation courante, presque tous importés de métropole, coûtent au moins 40 % plus cher qu'ici. Tout cela pour gaver quelques capitalistes, notamment des descendants de propriétaires d'esclaves, les békés, qui ont toujours la main sur les plantations, les entreprises d'importation et la grande distribution.

La réponse de l'État français est toujours la même : calomnie et répression, avec l'envoi de renforts policiers - comme la CRS 8 qui avait déjà sévi à Mayotte et dans les quartiers populaires de l'Hexagone après le meurtre du jeune Nahel par la police -, la mise en place d'un couvre-feu et l'interdiction des manifestations.

Mais avant les grèves et les manifestations, la situation n'avait pas l'air de préoccuper les autorités !

Les travailleurs martiniquais se révoltent parce qu'ils n'y arrivent plus, pendant que quelques gros se gavent sur leur dos. Lors de la grève générale de 2009, en Martinique et surtout en Guadeloupe, ils avaient imposé pendant des mois leur propre contrôle sur les prix dans les supermarchés et à la pompe. Et c'est bien ce qui inquiète les capitalistes et leurs serviteurs qui savent que seules nos grèves et nos mobilisations permettront de leur disputer le contrôle sur les prix, la production, et sur toute la société.

D'ores et déjà, la journée de grève interprofessionnelle appelée par les syndicats le 1^{er} octobre, pour les retraites, les salaires et les services publics doit nous donner l'occasion de marquer le coup face à ce gouvernement. Au-delà de cette journée, il nous faudrait sans doute emboîter le pas des travailleurs martiniquais !

MANIFESTATION MARDI 1 OCTOBRE À CAEN

10h30 Place Saint Pierre

Mobilisation à l'EPSM

Les collègues de l'EPSM ont appelé à une journée de grève reconductible à partir de ce jeudi 26 septembre. Ils se battent pour défendre l'embauche de psychiatres, leurs conditions de travail et la qualité des soins offerts aux patient-es. Ce qui a fait exploser le vase déjà débordant, c'est l'annonce de la fermeture d'un service d'admission en septembre ainsi que d'un autre d'ici la fin de l'année, notamment. Sans parler du futur passage du tramway au sein de l'établissement. Cela fait des années que cet hôpital comme bien d'autres ne cesse de fermer des lits alors que des dizaines de patients attendent vainement un lit aux urgences ou chez eux. Les collègues n'en peuvent plus, et se sentent méprisés par la direction ! En colère ils ont décidé de lancer un mouvement de grève lors de la Commission Médicale d'Établissement pour interpeller direction et médecins sur l'avenir de leur hôpital. On les soutient et on leur souhaite une lutte fructueuse, et qui sait, on pourrait même s'en inspirer ici, car la direction, l'ARS et le ministère de la Santé n'ont cessé de casser partout l'hôpital public.

Rien à attendre de Geneviève Darrieussecq

Si notre nouvelle ministre ne semble pas avoir un passif d'homophobe, ni être une nostalgique du temps des colonies, il ne faut pas non plus s'attendre à grand-chose de sa part. Députée Modem, elle a été membre des gouvernements d'Édouard Philippe, Jean Castex puis Élisabeth Borne, et elle brille finalement par sa discrétion. Mais discrétion, en politique, ça veut dire obéissance. Elle sera probablement la bonne soldate de ce gouvernement réactionnaire et cherchera avant tout à faire passer les coupes budgétaires demandées. Geneviève Darrieussecq n'est pas notre alliée, encore une fois, il faudra surtout compter sur nous-mêmes.

Dette des hôpitaux, les banques heureuses

Le déficit des établissements publics qui était de 558 millions d'euros en 2019 a atteint 1,7 milliard d'euros en 2023, soit une hausse de plus de 300% en quatre ans ! De plus en plus d'hôpitaux sont au bord de la rupture, contraints de toujours plus emprunter aux banques pour compenser la baisse des financements publics. En 2021, les hôpitaux publics étaient endettés à hauteur de 30 milliards d'euros. De quoi réjouir les banques qui encaissent ainsi des intérêts faramineux... pris sur le budget des hôpitaux !

L'État te casse, tu paies

Le gouvernement chercherait à faire des économies sur les arrêts maladies des

fonctionnaires. Un rapport officiel préconise de faire passer le nombre de jours de carences en cas de maladie des fonctionnaires de 1 à 2 voire 3 jours, et de ne plus rémunérer les arrêts maladie de courte durée à 100%. Jamais le gouvernement ne va chercher dans les poches des grandes fortunes, il préfère des acrobaties pour nous rendre coupables de ses problèmes. À nous de le remettre à sa place par des luttes, pour vivre et pas survivre...

PSA-Stellantis, un avenir incertain

Le départ simultané du directeur et du responsable fabrication de l'usine PSA-Stellantis de Caen a produit une impression désagréable à pas mal des salarié-es de la boîte. Au moment où tous les groupes de l'automobile préparent des restructurations, prétextées par la course à la voiture électrique, on peut en effet s'inquiéter de l'avenir de l'usine de Caen. Alors autant se le rappeler, le meilleur moyen de garder un emploi, c'est de le défendre.

Netanyahou étend sa guerre au Liban

Les 17 et 18 septembre, les services secrets israéliens ont orchestré des attentats ciblant des militants de la milice islamique libanaise, le Hezbollah, en provoquant l'explosion simultanée de milliers de bipeurs et de talkies-walkies. Au moins 32 personnes sont mortes, faisant près de 3000 blessé-es, principalement des victimes civiles. Et depuis le 20 septembre, l'armée israélienne bombarde massivement le sud du Liban, faisant chaque jour des centaines de mort-es et blessé-es. La fuite en avant du gouvernement de Netanyahou continue, toujours soutenu par les États-Unis, mais aussi notre propre gouvernement. On peut craindre que tout le Moyen-Orient ne plonge dans la guerre, qui fera des ravages parmi les populations civiles.

Pour Netanyahou, l'extension de la guerre est la seule solution pour assurer sa survie politique, pour continuer d'imposer à sa propre population la nécessité d'un état d'urgence permanent. Pour ce gouvernement fasciste, tout arabe serait un terroriste en puissance, un danger pour l'État Israël. Tout serait alors permis pour lutter contre, comme massacrer 10% de la population palestinienne, provoquer des attentats dans un pays voisin qui a justement cherché éviter l'escalade de la violence dernièrement.

**SAMEDI 28 SEPTEMBRE : MANIFESTATION
en soutien au peuple palestinien
(et tous les autres samedis)**

A l'appel du Collectif 14 de Solidarité avec la Palestine

15h - Caen - En face du Monoprix